

L'économie mondiale et marocaine : états des lieux et analyse à l'ère de la Covid19.

The global and Moroccan economy: inventory and analysis in the era of Covid19.

BOUZIANE Amal

Université Ibn Tofail

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales- Kénitra

bouziane.amal@yahoo.fr

Date de soumission : 13/02/2022

Date d'acceptation : 02/06/2022

Pour citer cet article :

BOUZIANE A. (2022) « L'économie mondiale et marocaine : états des lieux et analyse à l'ère de la Covid19 », Revue Internationale du chercheur « Volume 3 : Numéro 2 » pp :280 307-

Résumé

Nous convenons tous que le monde dans sa globalité a subi de graves pertes en vies humaines occasionnées par la pandémie de COVID-19 qui a jusqu'à présent fait des milliers de morts. En effet les pays développés ont enregistré beaucoup de morts malgré leur système de santé jugé très efficace. Cependant, les pays africains caractérisés par un plateau médical peu performant, ont pu faire des efforts pour diminuer le nombre de morts de la pandémie. Ainsi, cette crise sanitaire a entraîné des impacts économiques à l'échelle planétaire. De ce fait, le Maroc, pour sa part, a pu réduire la viralité de cette pandémie sur le plan sanitaire. Toutefois sur le plan économique, la crise sanitaire pourrait provoquer des conséquences néfastes sur le budget de l'Etat, la réduction du PIB et l'accroissement du taux chômage. Cette situation obligerait le royaume à trouver des fonds en vue de relancer son économie post COVID-19. Dans cet article, nous allons dans un premier lieu mettre l'accent sur l'analyse de la situation économique mondiale et marocaine. Dans un second lieu, nous dissèquerons les impacts de cette pandémie sur le plan économique et la reprise économique du Maroc.

Mots clés : COVID-19, Maroc, impacts économiques, économie mondiale, relance économique

Abstract

We all agree that the world as a whole has suffered severe loss of life as a result of the COVID-19 pandemic which has so far claimed thousands of lives. Indeed, developed countries have recorded many deaths despite their health systems being considered very efficient. However, African countries with poor medical facilities have made efforts to reduce the number of deaths from the pandemic. Thus, this health crisis has had economic impacts on a global scale. As a result, Morocco, for its part, has been able to reduce the virality of this pandemic in health terms. However, on the economic level, the health crisis could have negative consequences on the State budget, the reduction of the GDP and the increase in the unemployment rate. This situation would force the kingdom to find funds to revive its economy post COVID-19. In this article, we will first focus on the analysis of the global and Moroccan economic situation. Secondly, we will dissect the impacts of this pandemic on Morocco's economy and economic recovery.

Keywords : COVID-19, Morocco, economic impacts, global economy, economic recovery

Introduction

Apparue fin 2019, le Coronavirus est responsable d'une épidémie mondiale toujours active.

L'épidémie a un impact économique considérable, notamment lorsque les pays ont recours au confinement. La crise devrait être la plus violente depuis la Seconde guerre mondiale.

L'épidémie de Covid-19 est partie de Chine fin 2019, l'économie de ce pays a logiquement été la première touchée. L'économie mondiale s'est ensuite paralysée au fur et à mesure de la diffusion du virus.

Il est encore trop tôt pour estimer précisément l'ampleur de la crise économique, mais il est déjà certain qu'elle sera plus brutale que celle de 2008-2009¹.

L'impact économique de cette crise de la covid19 est généralisé, globale. En réalité, partout dans le monde, les pays ne sont pas seulement appelés aujourd'hui à sauver les vies de leurs citoyens mais également et surtout à sauver l'avenir économique de leur pays.

« Les perspectives de croissance mondiale sont mauvaises pour 2020, avec une récession au moins aussi dure que lors de la crise financière mondiale (de 2008-2009), voire pire », a déclaré la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, le 23 mars 2020, à l'issue d'une téléconférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G20. Depuis le début de l'année 2020, l'épidémie de coronavirus, après avoir frappé la Chine, s'est propagée dans le reste du monde : les mesures pour endiguer cette crise sanitaire ont entraîné de lourdes conséquences pour le fonctionnement de nos économies².

La pandémie du coronavirus a d'abord impacté l'économie « réelle » (production industrielle, consommation des ménages etc.), avec le ralentissement remarqué de l'activité économique mondiale, elle a ensuite promptement affecté la sphère financière. La propagation rapide de cette maladie à l'échelle planétaire a plongé les **marchés financiers** dans une véritable tourmente.

Ainsi, cet article fera l'objet d'une lecture de l'état des lieux de la pandémie de la Covid19 au niveau mondial et national, ainsi que les mesures qui ont été prises par le Maroc afin de ralentir le niveau de propagation de ce virus mortel.

¹ www.lafinancepourtous.com, crises économiques : « Crise économique liée au Covid-19 », consulté le 1/01/2021.

² <https://www.melchior.fr/synthese/l-impact-de-la-crise-du-coronavirus-sur-l-economie-mondiale>, consulté le 15/11/2022

1. D'une crise sanitaire à une crise économique

La crise sanitaire auquel le monde fait face aujourd'hui est très singulière par rapport à l'ampleur des conséquences économiques sans précédent dans l'histoire récente. La vitesse de propagation de cette pandémie, combinée à la mondialisation marquée par la forte libre circulation des personnes, est le déclencheur du processus de sa propagation et rend cette crise unique en son genre³.

En effet, trois mois seulement ont suffi, depuis le début de cette pandémie, à confiner environ la moitié de la population de la planète. Ainsi, une très grande partie de la population mondiale étant assignée à résidence alors qu'une grande partie de l'activité économiques est actuellement en arrêt total ou partiel, d'où la particularité de cette crise actuelle qui ne ressemble que très peu aux crises économiques et financières précédentes et, en l'occurrence, celle de 2008-2009⁴.

L'analyse de cette crise économique actuelle se fait à deux niveaux : de côté de l'offre et de côté de la demande. Créant ainsi les conditions d'une très grande crise économique.

Dans son rapport sur les perspectives mondiales, le FMI parle des chocs les plus durs portés à l'économie mondiale depuis la Grande Dépression des années 30. Dans quelles conditions une telle estimation pourrait-elle se révéler exacte et que faut-il faire pour éviter un tel « scénario catastrophe » ? Mal gérée, cette crise pourrait-elle être encore plus durable et avec un coût beaucoup plus important ?

1.1. Le choc du côté de l'offre :

Le confinement, instauré pour contrecarrer la propagation de la pandémie, peut affecter les comportements des agents économiques. (Ménages, entreprises, fournisseurs, banques et intermédiaires financiers...) dont les décisions affectent l'offre, soit la demande de l'économie⁵.

Si on débute par l'offre, le choc de cette crise sanitaire provoquera une vague massive de licenciements des entreprises de fait de dégraissage ou carrément la fermeture totale. Ces perte d'emplois-là seront perdus, sans doute pour longtemps, ce qui privera les salariés comme les indépendants d'un revenu général disponible. Le fait d'opter pour le télétravail ou

3 La crise du Covid-19 : réflexions et perspectives, par M'Fadel El Halaissi, Économiste. Date de publication : 7 mai 2020 Rubrique : Echos Maroc.

4 www.ecoactu.ma, la pandémie du coronavirus : quel impact sur le Maroc et le monde ? Par Jawad KERDOUDI

5 Rapport : L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives, par Jonas Kibala Kuma



travail à distance comme substitut ne réglera que partiellement le problème ; l' interruption à court terme du travail est majeure, et va surement affecter négativement la productivité. Les mesures de confinement privent les entreprises de leurs forces de travail pour une durée indéfinie. Et par conséquent, on ne peut éviter la baisse de la production. Et donc de l'offre globale de l'économie. Pour des économistes cette perte de production est irrécupérable⁶.

En poussant l'analyse de ces effets sur la production par secteur d'activité. Nous remarquons que tous les secteurs sont touchés, avec pour des conséquences très graves. Cette crise concerne d'abord le tourisme (presque partout), les compagnies de transport aérien, la restauration et les loisirs dans la plupart des pays, ainsi qu'une très grande partie de l'activité commerciale. Vue l'interdépendance des secteurs, la baisse de l'activité dans ces secteurs conduit forcément à une baisse certaine des effectifs d'autres industries. Le secteur de la construction, à titre d'exemple, sera en déclin, car une grande partie de l'activité de construction dépend, de manière directe, de la dynamique des secteurs du tourisme et des loisirs.

Par ailleurs, les consommations jugées non indispensables et celles qui sont rendues impossibles par le confinement seront reportées. Ainsi, les industries produisant ces biens de consommation seront en déclin, puisque, par exemple, les consommateurs doivent continuer à dépenser pour leur nourriture, mais pas forcément pour leur habillement et leurs loisirs⁷.

Enfin, les chaînes mondiales d'approvisionnement seront également affectées par la mise en arrêt des productions des consommations intermédiaires en créant à leur tour des difficultés de production des produits finaux. Cela redouble les chocs que reçoit la production, même lorsque certaines unités de fabrication sont exclues des interdictions.

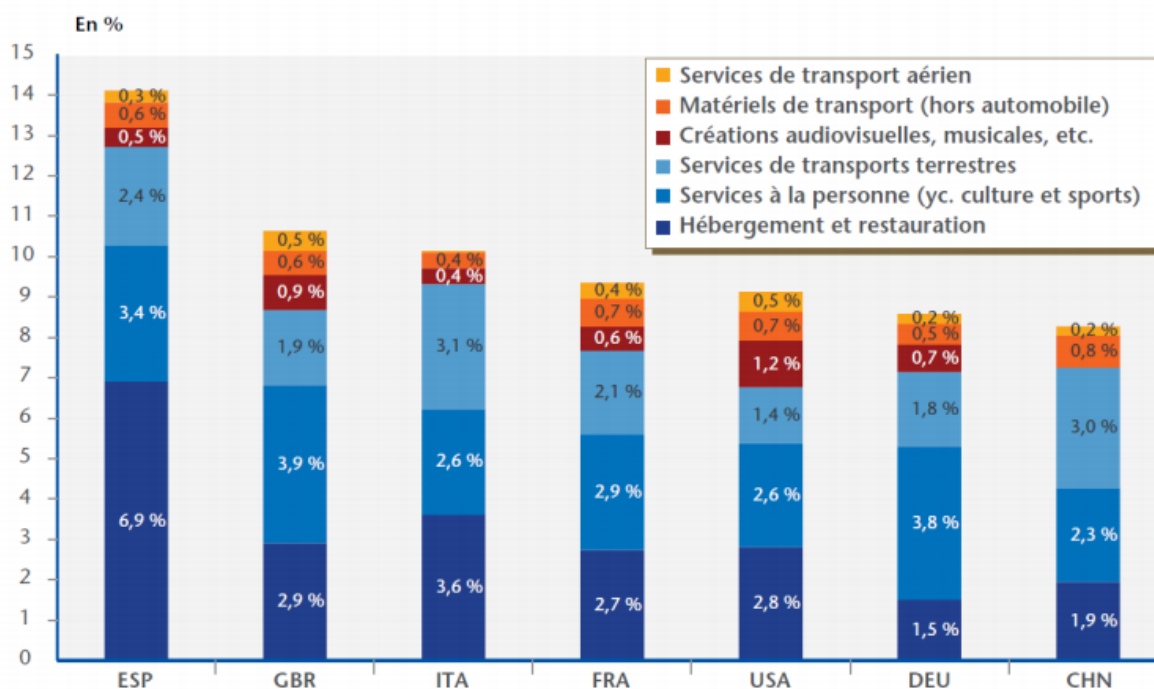
Dans le même sens, l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE), Sous la direction d'*Eric Heyer* et *Xavier Timbeau*, dans la conférence de presse de 5 juin 2020, a développé une étude de l'impact mondial et sectoriel du confinement en avril 2020. et en évaluant le choc sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. L'OFCE a opté pour une décomposition du monde en 12 pays /zone : France, Allemagne, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Japon, Chine, Reste (Zone Euro), Reste UE, Reste Pdev, Reste Monde⁸.

⁶ www.medias24.com, Une vague de licenciements massifs se prépare dans le secteur privé, par Mehdi Michbal

⁷ www.journaldunet.com, Comment la crise sanitaire transforme les comportements d'achat des Français, Chronique de Franck Ibled

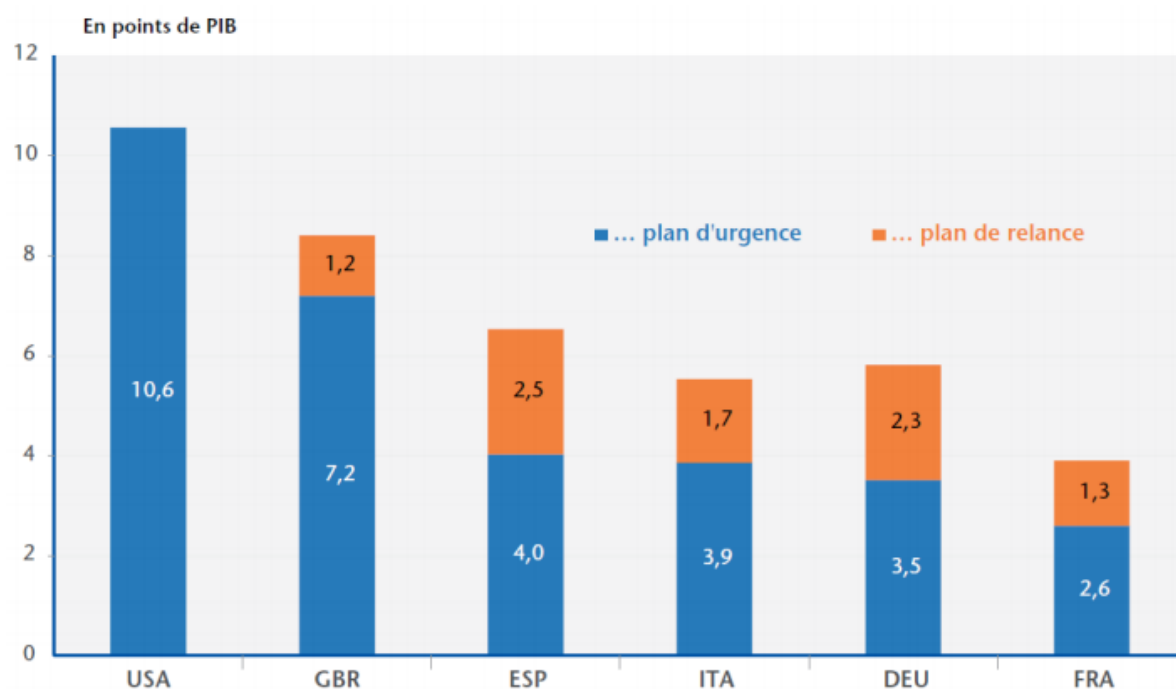
⁸ www.ofce.sciences-po.fr, Dynamique des faillites d'entreprises en France pendant la crise de la Covid-19 : à quoi s'attendre ? Policy Brief

Graphique N° 1 : Poids des secteurs perdants dans la valeur ajoutée des différents pays :



Source : WIOD, calcul OFCE.

Graphique N° 2 : Comparaison de l'impulsion budgétaire issue du plan d'urgence et relance :



Source : Données nationales, calculs OFCE.

1.2. le choc du côté de la demande

L'analyse de ce choc, montre l'association de plusieurs causes qui se cumulent. En effet, le confinement de la population a diminué fortement les occasions de dépenses. De plus, l'augmentation des incertitudes sur les perspectives économiques futures, altère la confiance et des ménages et les poussent à réduire encore et encore leurs dépenses. Ce changement comportemental des ménages réduit fortement les revenus disponibles d'une partie de la population qui disparaissent, de fait que les dépenses des uns sont forcément les revenus des autres.

Les salariés qui perdent leur emploi à la fermeture des entreprises n'ont pas de revenus, ils ont donc une consommation plus faible et éventuellement diminuent leur demande de biens. En effet, face à la baisse de la demande pour leurs produits, les entreprises (surtout, dans certains secteurs tels que les loisirs, les voyages ou les divertissements, où la demande s'effondrera probablement presque dans son intégralité) voudront réduire leurs coûts, licencier des travailleurs pour éviter un effondrement complet, entraînant ainsi une baisse du revenu disponible et de la demande globale.

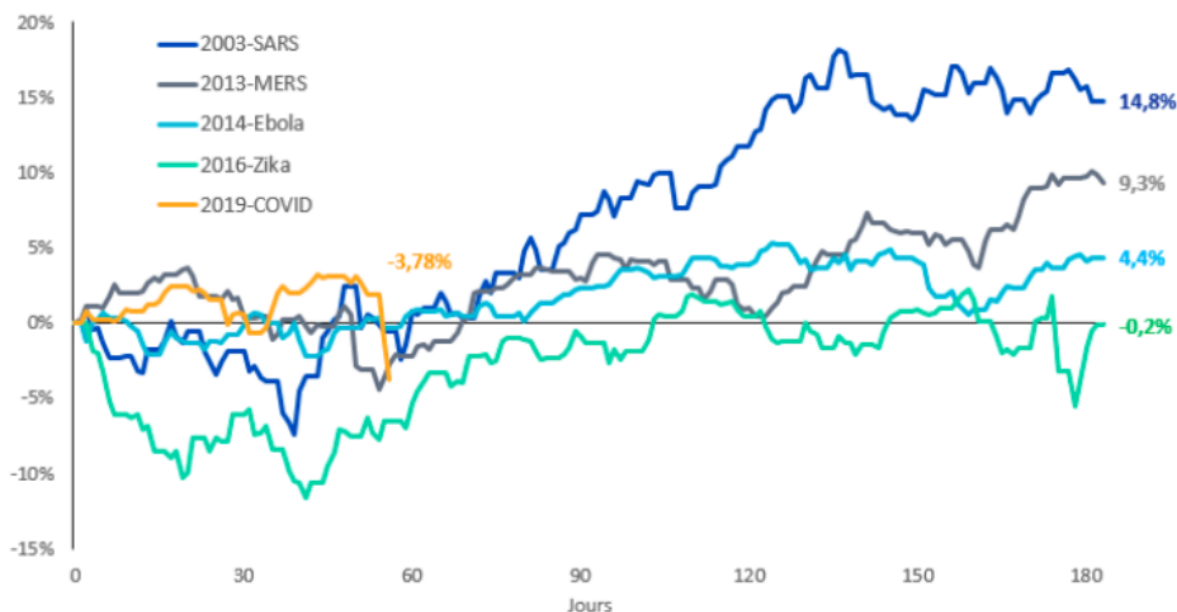
Par ailleurs, dans telle situation d'incertitude, et toujours du côté de la demande de l'économie, les décisions d'investissement par les entreprises, seront constamment reportées, pour un futur meilleur. Dans un tel contexte, le marché immobilier serait également durement affecté. Nous sommes donc, en présence du démarrage du cycle bien connu de la récession qui se dessine⁹.

Cependant, la pandémie du Covid-19 ne touche pas seulement les variables économiques réelles du côté de la demande, mais elle va au-delà pour toucher, le fonctionnement des marchés financiers de l'économie. Ainsi, à l'analyse précédente, s'ajoute également l'influence des actifs financiers¹⁰.

Il faut noter que Le coronavirus n'est pas la première crise épidémique. En effet, durant les 40 dernières années, il y a eu 12 épidémies mondiales et 6 déclarations d'urgences de santé publique internationale (UPSI) par l'OMS depuis que cette déclaration a été adoptée suite à l'épidémie de SRAS en 2003.

⁹ www.homunity.com, Marché immobilier post-Covid : doit-on s'attendre à un krach ?

¹⁰ www.banquemondiale.org, La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale.

Graphique N° 3 : Le rendement mondial sur 6 mois de l'indice selon différentes épidémies.

Source : GLC, 2020

D'après le graphique 3, il y a une tendance sur le rendement de l'indice mondial en temps de crises. En effet, au début de chaque épidémie, les marchés ont baissé par une chute du cours des actions et une hausse du cours des obligations et de l'or. Les marchés boursiers se redressent après 6 à 12 mois. Ceci peut être expliqué par la décision des investisseurs. Au début de chaque nouvelle épidémie, ils fondent leur décision sur la peur. Une fois le pic le plus bas passé, la liquidation massive ralentit et les investisseurs s'appuient de nouveau sur les données fondamentales.

Présentement dans les médias et dans la population, il est possible de ressentir une augmentation de la crainte envers le coronavirus. En effet, les hôpitaux se préparent à recevoir des patients atteints du virus, les gouvernements imposent des mises en quarantaine pour les personnes contagieuses et il y a des restrictions concernant des voyages dans certains pays. Cette crainte impacte directement l'économie mondiale et les marchés boursiers. En effet, la cour des actions a chuté comme il est montré sur le graphique 3 (ligne jaune) et il y a une augmentation de la volatilité. Comme expliquer à la section précédente, les marchés pourront se stabiliser uniquement lorsqu'il n'y aura plus d'augmentation de nouveaux cas de COVID-19 et plus de peur. Tout au long de la crise, la volatilité sera élevée, mais les actions ne resteront pas nécessairement en chute libre. Lorsqu'il y aura des signes d'améliorations comme le virus ne se propagera plus aussi rapidement que maintenant, il est possible de s'attendre à un redressement. Donc, les titres les plus bas actuellement (ex. : les actions des

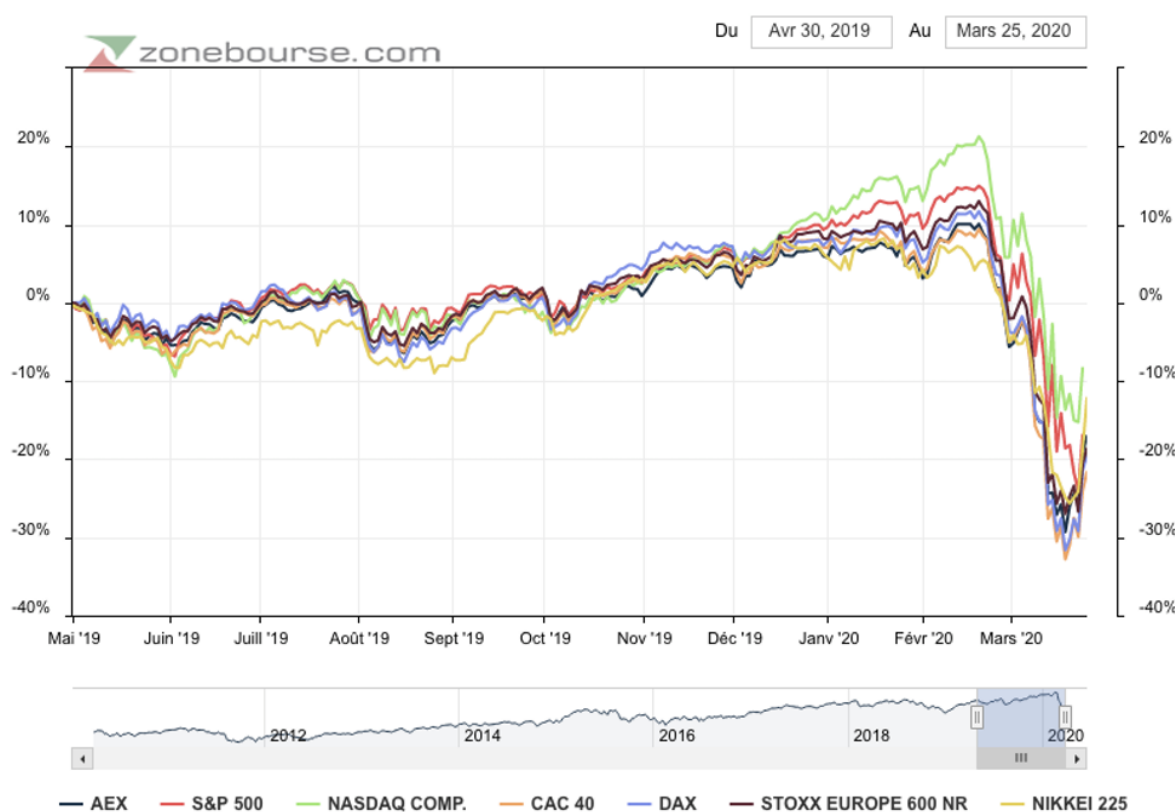
marchés émergents, des compagnies aériennes et des secteurs liés au pétrole et au cuivre) connaîtront une remontée.

Toutes les places financières dévissent, affichant des records à la baisse. Paris enregistre alors sa plus forte chute depuis 2008 perdant 8,4 %, Francfort accuse une diminution de 7,9 % – du jamais vu depuis le 11 septembre 2001 – et Milan dégringole de 11,2 % en une journée.

Depuis, les indices boursiers ne cessent de cumuler les « plus bas ». Une telle chute des cours était-elle prévisible ? Comment l'expliquer ? Deux facteurs sont à l'œuvre, l'un prévisible, l'autre non.

Au total, 2019 apparaît comme une année où les cours boursiers étaient déconnectés des fondamentaux économiques. En d'autres termes, les marchés financiers et l'économie réelle n'étaient pas en phase et si une situation doit être considérée comme « anormale », c'est bien celle-ci.

Graphique N° 4 : Évolution des principaux indices boursiers depuis mai 2019



Source : Zone bourse.

Depuis la propagation massive du coronavirus, plusieurs changements ont été remarqués dans l'économie mondiale. En effet, le 4 mars dernier, la Banque du Canada a annoncé une baisse du taux d'intérêt passant de 1,75 % à 1,25 %. De même que pour la Réserve fédérale des États-Unis, qui, la veille, a, aussi, annoncé une baisse de son pourcentage de son taux directeur pour amortir l'impact économique du coronavirus. En effet, ce virus a perturbé les chaînes d'approvisionnement. Ceci est la première baisse du taux directeur depuis l'été 2015.

Du côté de l'indice boursier S&P500, il a chuté de 7,6 % à 2 746,56 points en date du 9 mars 2020. Ce qui correspond à la chute la plus basse depuis la crise en 2008. De même que pour l'indice le Dow Jones Industrial Average qui a chuté de 7,79 % qui représentent, aussi, la variation la plus basse depuis le 15 octobre 2008 lorsque la chute était de 7,87 %. De plus, la même journée, les cours du pétrole ont chuté d'environ de 25 % à New York et à Londres après l'échec de discussion entre la Russie et l'Arabie saoudite.

En effet, la Russie qui est classée comme le deuxième producteur mondial de pétrole a refusé une réduction de production de 1,5 million de barils par jour afin de diminuer les prix du pétrole.

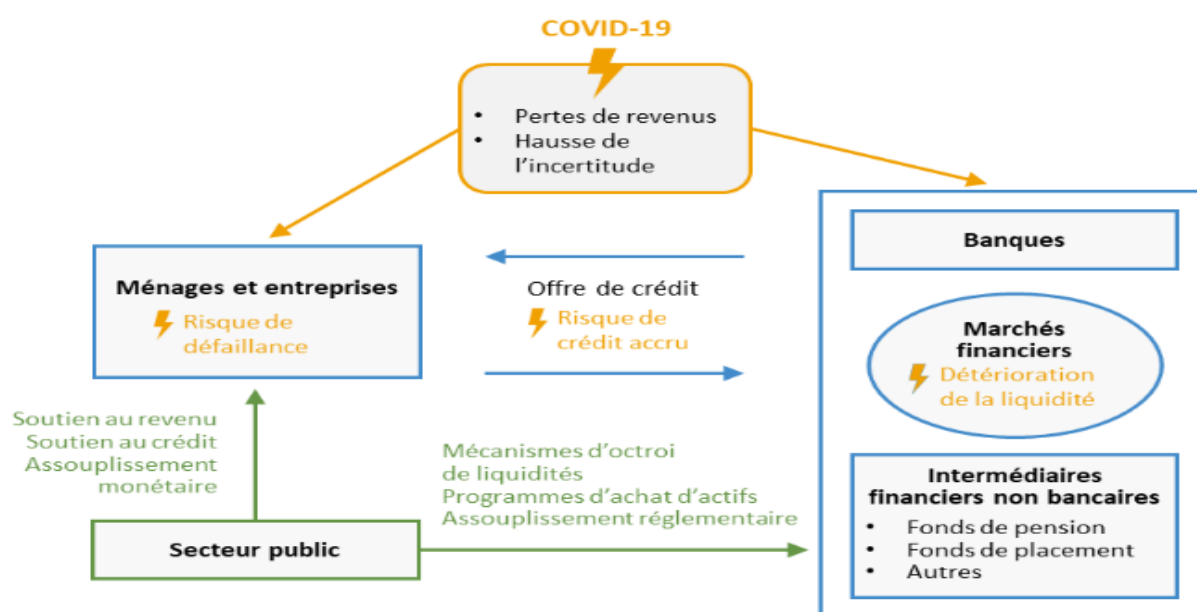
Ce qui a poussé l'Arabie saoudite à baisser le prix de son or noir et a augmenté sa production à cause des craintes du coronavirus sur l'activité économique. De plus, la bourse de Toronto (TSX) a connu une baisse de 10,3 %. Ce qui a impacté le secteur de l'énergie en tombant de plus de 20 %.

La pandémie se répercute aussi bien sur la capacité des entreprises à fournir des biens et services que sur celle des consommateurs à faire des achats. Comme les chaînes d'approvisionnement sont mondialisées, la production est fortement interconnectée d'un pays à l'autre, et des perturbations dans l'un d'entre eux peuvent rapidement causer des pénuries ailleurs.

Les effets de demande découlent des pertes de revenus et de l'incertitude entourant la gravité éventuelle de la situation. Les ménages et les entreprises limitent leurs activités et leurs dépenses à cause de l'obligation de distanciation physique et de la crainte de contracter le virus. Dans un premier temps, la pandémie a surtout touché les secteurs du voyage, du divertissement et des services de restauration, mais depuis, ses effets se sont généralisés. Par ailleurs, les entreprises retardent leurs décisions d'investissement, et les ménages augmentent leur épargne de précaution. La demande étrangère et les prix des produits de base sont en baisse, et les termes de l'échange se sont dégradés.

La COVID-19 se répercute sur le système financier par la voie de nombreux canaux complexes et interreliés. La **figure ci-dessous** en donne une vue d'ensemble stylisée. Certains effets se trouvent amplifiés par les vulnérabilités financières précédemment mises en lumière par la Banque du Canada, comme le haut niveau d'endettement des ménages et des entreprises¹¹.

Graphique N° 5 : Les répercussions de la COVID-19 sur le système financier



Source : OECD

La baisse des revenus et de la valeur des actifs et la hausse de l'incertitude entourant leur évolution rendent l'octroi de prêts aux ménages et aux entreprises plus risqué pour les banques et les intermédiaires financiers non bancaires.

Ces conditions incitent aussi les investisseurs à tenter de vendre des actifs sur les marchés financiers. Mais la ruée soudaine et généralisée vers la liquidité rend la vente d'actifs difficile. Si rien n'était fait, cette détérioration de la liquidité de marché pourrait limiter l'accès des ménages et des entreprises au crédit, et nuire ainsi à leur capacité d'atténuer le choc sur les dépenses et l'investissement.

¹¹ www.banqueducanada.ca, L'incidence de la COVID-19 sur le système financier canadien.

Les mesures énergiques qui ont été prises ont permis de soutenir l'économie et de poser des bases solides pour la reprise¹². Les interventions concertées de la Banque et d'autres autorités publiques ont contribué à restaurer le fonctionnement des marchés, et les conditions de liquidité se sont grandement améliorées. Les mesures prises par le gouvernement en appui aux ménages et aux entreprises atténuent directement les pertes de revenus. La baisse des taux directeurs soutient la demande et aide à atteindre la cible d'inflation.

La souplesse accrue sur le plan réglementaire donne aux institutions financières une plus grande marge de manœuvre pour continuer de prêter.

La concertation entre les autorités a été essentielle pour créer des mesures qui se renforcent les unes les autres. Ces mesures peuvent être adaptées en fonction des répercussions de la pandémie sur l'économie.

2. Economie mondiale face à la crise du Covid19 :

Depuis les débuts de cette pandémie, il a été observé que cette crise a conduit l'activité économique dans le monde à une perturbation complète ou partielle, qui a entraîné des pertes de plus de 900 milliards de dollars; selon l'OMC, elle a réduit le commerce mondial de moins de 13% avec une récession de l'économie mondiale de -3%, la pire récession de l'histoire économique mondiale, et près de 170 pays connaîtront une baisse de leur PIB par habitant.

Selon la Banque mondiale (Banque mondiale, 2020), la pandémie de la Covid-19 est entrain de déstabiliser l'économie mondiale et conduirait celle-ci à une récession du fait de la baisse d'activité observée en Chine¹³ (au cours du premier trimestre de 2020) et qui devrait impacter d'autres pays frappés par la pandémie, notamment les USA et la zone euro. On assiste également à la baisse des prix des matières premières (surtout les cours du pétrole et ceux des métaux industriels) et à une forte volatilité des marchés boursiers mondiaux causées par les incertitudes concernant la durée et les effets de cette pandémie, sans compter les dépréciations des monnaies des économies émergentes et en développement ainsi que les sorties de capitaux

¹² [S. S. Poloz \(2020\). « Bridging Through the Downturn. Laying a Foundation for Recovery », National Post, 17 avril; et C. A. Wilkins \(2020\). Riposte de la Banque pour traverser la crise de la COVID-19, discours prononcé devant l'Institut C.D. Howe, Toronto, 4 mai](#)

¹³ En Chine, au premier trimestre de 2020, il est observé une contraction des ventes au détail, des prestations de service, de la production industrielle et des investissements

de ces économies (autres que la chine) dépassant celles observées au pire moment de la crise financière de 2008.

Selon Ibanda K.P. (2020), une urgence de santé publique de portée internationale, en sigle USPPI, est un problème de santé publique inhabituel et grave dont les conséquences (dommages) dépassent les frontières du pays concerné, nécessitant de fait une action ou riposte internationale urgente. Pour le cas d'espèce, la riposte est indispensable pour limiter la propagation du virus dans des pays dont le système de santé n'est pas assez développé pour gérer la crise sanitaire.

Cette crise a remis en question les fondements du système économique mondial actuel, ainsi les pays et les gouvernements se trouvent aujourd'hui devant une nécessité majeure qui leur impose de procéder à des changements radicaux et profonds de leurs stratégies économiques.

La crise économique actuelle de l'économie mondiale est la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans ses dernières prévisions, la Banque mondiale prédit que le PIB mondial n'atteindra que près de 84 billions de dollars d'ici 2020 et 87 billions de dollars d'ici 2021, soit une perte cumulée de plus de 10 billions de dollars par rapport à la situation. Ce qui aurait prévalu sans pandémie. Le coût économique total de cette récession pourrait être encore plus élevé, en raison des effets à long terme sur l'investissement et l'éducation¹⁴.

La pandémie du coronavirus a mis à l'arrêt des pans entiers de l'économie mondiale, une situation chaque jour de plus en plus manifeste. Dans la zone euro, plusieurs enquêtes auprès des chefs d'entreprises ont enregistré des baisses record par rapport aux mois précédant la pandémie. Aux États-Unis, les demandes initiales d'indemnités de chômage ont grimpé en flèche, atteignant des niveaux inédits.

Notons que la pandémie de la Covid-19, au départ une crise sanitaire occasionnant des pertes en vies humaines, s'est traduite avec le temps par une crise d'ordre économique à la suite des différentes mesures prises par les autorités politiques pour en limiter la propagation. L'économie mondiale fait face dorénavant à un choc économique dont la nature devrait être analysée si l'on espère trouver des mesures appropriées.

¹⁴ www.lafinancepourtous.com, Pandémie de Covid-19 : perte de plus de 10 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale

Par conséquent, l'économie mondiale entre dans une phase de crise à tous les niveaux. Par ailleurs, la récession de -2,3% de l'économie mondiale rappelle celle de 2009 après la "crise des subprimes" après des hypothèques légèrement accordées aux Etats-Unis.

Cependant, la crise de la COVID-19 est née à Wuhan en décembre 2019 dans la province du Hubei, en Chine centrale. Alors que la crise de 2008 était d'abord financière avec la faillite de la banque Lehmann Brothers en septembre 2009, la crise de 2020 a frappé l'économie réelle directement en raison de mesures continues et drastiques (prises un peu plus tard).

Pendant la crise de 2008, les banques centrales ont procédé à un véritable « big bang » en abaissant les taux directeurs et en injectant de grandes liquidités pour l'achat de la dette publique et privée. Pour la crise de 2020, la Réserve fédérale américaine et les banques centrales de l'Union européenne, du Canada et de l'Angleterre ont aussi injecté des liquidités, mais dans une moindre mesure, alors que les taux directeurs sont déjà très bas.

Si la pandémie du coronavirus a d'abord impacté l'économie « réelle » (production industrielle, consommation des ménages, perturbation des chaînes de valeur mondiales...), avec le ralentissement de l'activité économique mondiale, elle a ensuite rapidement affecté la sphère financière. La propagation de la maladie à l'échelle planétaire a plongé les marchés financiers dans la tourmente à la fin du mois de mars, avec une chute des marchés boursiers et une extrême volatilité des cours inédite depuis la grande crise financière de 2007-2008, et même comparable à la grande dépression de 1929 : la panique a touché toutes les classes d'actifs financiers, des marchés actions aux obligations, en passant par l'or, les crypto-actifs comme le bitcoin, et les matières premières, mettant en lumière les anticipations des opérateurs sur les conséquences très dures de cette crise pour l'économie mondiale. Le cours d'une action que l'on observe sur les marchés financiers est censé refléter la valeur fondamentale (c'est-à-dire « réelle »), définie comme la somme actualisée des anticipations de dividendes versés par les entreprises¹⁵.

Certains économistes ont réagi en adoptant de solides mesures de politique monétaire et budgétaire. L'évolution à court terme de la demande et de l'activité dépendra entièrement de la durée et de la gravité du déclin de la population. Une fois levée, la reprise sera probablement graduelle et inégale. Les réponses politiques évoluent, et les mesures d'aide en

¹⁵ www.melchior.fr, La crise du coronavirus : un choc historique pour l'économie mondiale.

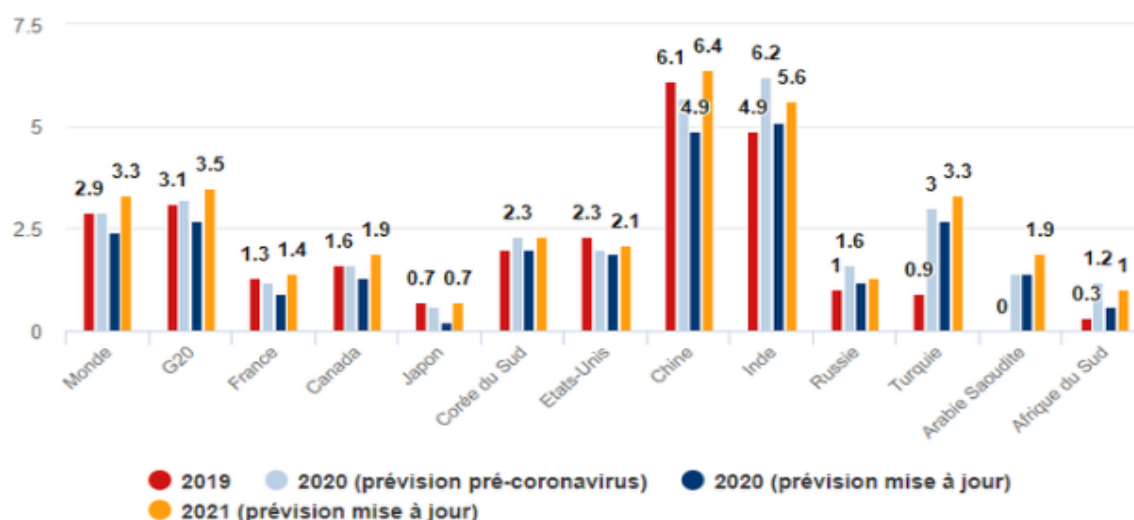
cas de pandémie doivent être en mesure de stimuler la croissance même avec un resserrement budgétaire continu.

Dans le sillage de la crise mondiale, l'incertitude de l'économie mondiale a conduit de nombreuses entreprises à réévaluer leurs modèles d'entreprise. Plutôt que de s'appuyer sur des chaînes d'approvisionnement mondiales, un nombre croissant d'entreprises ont investi dans des robots, ce qui a entraîné une renaissance de la fabrication dans les pays industrialisés.

Cette situation montre que les changements dans l'économie mondiale dus à la COVID-19 rendent improbable une reprise en forme de V de la récession à venir. Au contraire, la COVID-19 accélérera le processus entamé après la crise mondiale en encourageant les entreprises à relocaliser leurs activités dans les pays riches.

Le premier pays à souffrir de l'impact de la COVID-19 est la Chine, la deuxième économie mondiale. Le confinement drastique, qui a nécessité la fermeture ou la réduction des activités d'un certain nombre de grandes entreprises manufacturières et de commerces de détail, a terriblement ralenti l'économie chinoise.

Graphique N° 6 : Prévisions de croissance du PIB dans le monde pour 2020 :



Source : OCDE

En analysant, le Graphique ci-dessus L'OCDE a mis en avant deux scénarios principaux envisageables. Le premier – celui retenu de base – considère que l'épidémie atteindra un pic au premier trimestre avant de baisser en Chine le trimestre suivant, et que sa diffusion dans le reste du monde sera relativement contenue. Dans ces circonstances, la croissance globale sera limitée de 0,5 point de pourcentage cette année, par rapport aux dernières prévisions datées de novembre 2019 : elle atteindrait alors 2,4% au lieu des 2,9% envisagés jusqu'alors. En outre, le commerce mondial baisserait de 1,4% au premier semestre et de 0,9% sur l'ensemble de l'année.

Alors que le second scénario s'est référé à une contagion domino, largement diffusée et difficilement contrôlée. Dans ce cas, l'effet sur le PIB mondial pourrait monter à 1,5%, et si la Chine porterait d'abord la majeure partie du ralentissement, celui-ci serait ensuite ressenti en Asie, en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord.

Les échanges commerciaux seraient également «*sensiblement plus faibles*», diminuant d'environ 3% sur l'année et touchant les exportations de toutes les économies. Certaines nations, notamment dans la zone euro, pourraient également entrer en récession. Ce second scénario n'est toutefois pas le plus central.

Tout dépendra donc de plusieurs facteurs, dont la manière dont l'épidémie sera gérée par les pouvoirs publics et la façon dont celle-ci se propagera dans le monde. Les nations les plus connectées à la Chine, comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Australie, devraient toutefois ressentir de plein fouet son ralentissement, en 2020. À l'inverse, d'autres régions, comme l'Amérique du Nord, seront relativement moins touchées. En Europe, la situation est encore incertaine et dépend notamment de la conclusion ou non d'un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Union européenne d'ici fin 2020¹⁶.

L'économie mondiale devrait enregistrer une des contreperformances des plus notables dans l'histoire. Les perspectives économiques du FMI au titre du mois d'avril ne sont guère optimistes. Après avoir prévu un accroissement du PIB mondial en janvier 2020, l'institut de Bretton Woods table désormais sur un recul de 2,9% de celui-ci en 2020, avec des récessions brutales dans la zone euro, en Espagne et Italie notamment (-8% et -9,1% respectivement.). Pour 2021, les économies de ces pays devraient rebondir enregistrant des taux de croissance qui oscilleraient entre 4,3% et 5,2%. L'OCDE¹⁷ fait état d'une perte croissance annuelle de 2

¹⁶ www.lefigaro.fr, Le coronavirus met «l'économie mondiale en danger», avertit l'OCDE

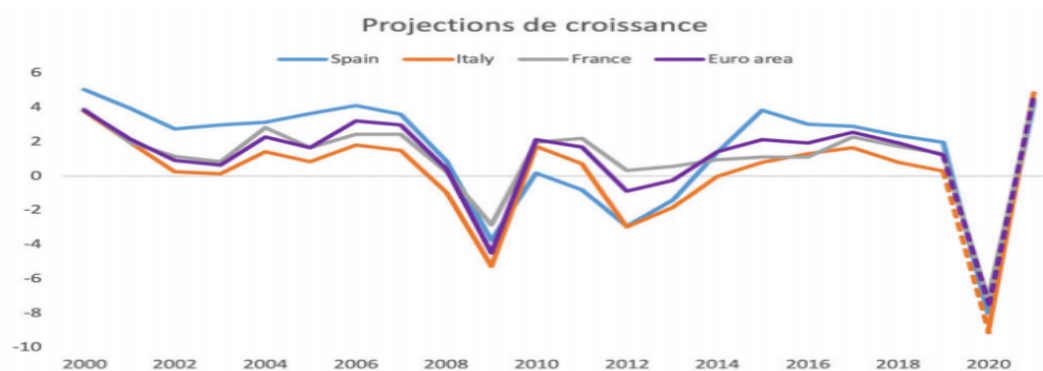
¹⁷ https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=126_126496-evgsi2gmqj&title=Evaluating_the_initial_impact_of_COVID_19_containment_measures_on_economic_activity

points de pourcentage pour chaque mois de confinement et de 4 à 6 points de pourcentage sur un trimestre dans les pays avancés et émergents.

Dans les pays émergents et en développement, l'image n'est pas plus rassurante. Le FMI table sur une récession avec un recul du PIB du groupe de 1% en 2020.

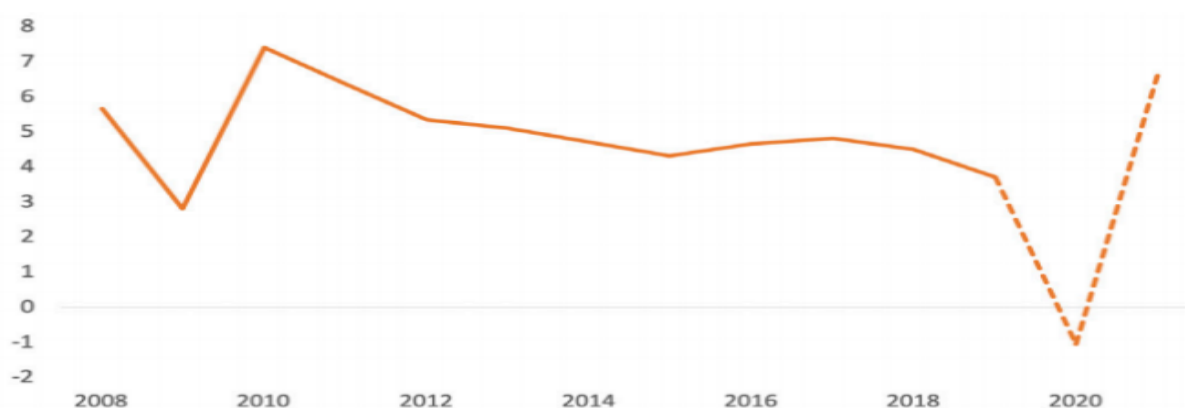
La pandémie de la Covid19 engendrera sans doute un changement sans précédent de l'économie et du commerce mondiaux, la production, la consommation et l'injection des capitaux étrangers sur les économies nationales.

Graphique N° 7 : Projection de croissance – Zone Euro, 2000-2021 :



Source : FMI

Graphique N° 8 : Projection de croissance – Pays émergents et en développement, 2000-2021 :

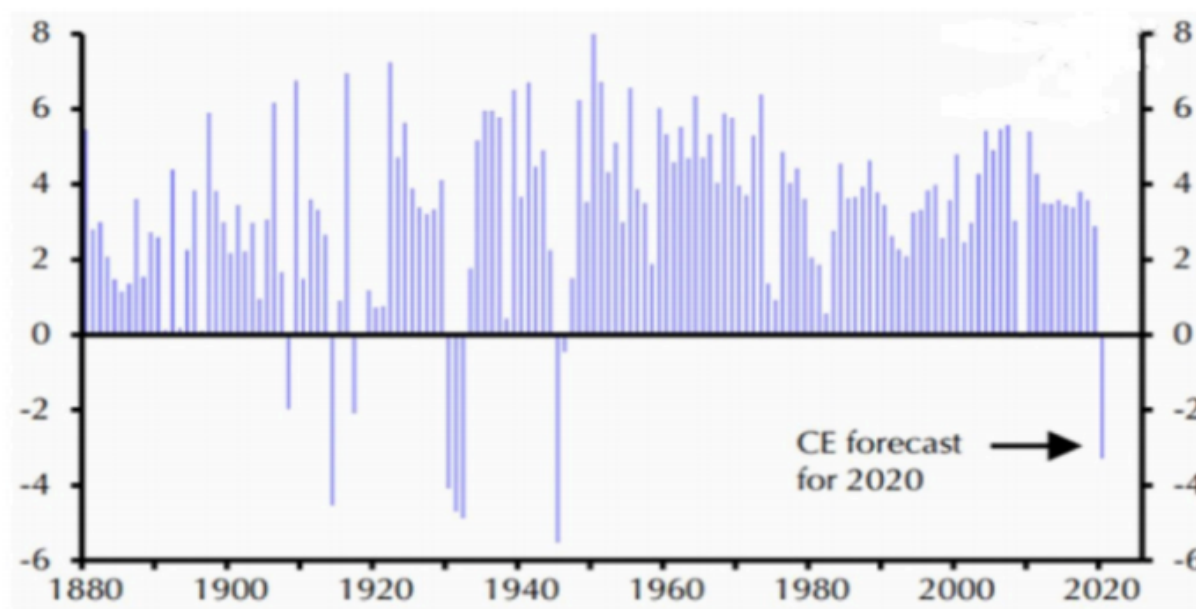


Source: FMI World Economic Outlook Avril 2020.

Concernant les 2^{ème} et 3^{ème} graphiques qui expriment une projection de la croissance dans la zone Euro et pour les pays émergents au cours des 20 dernières années, on constate que la

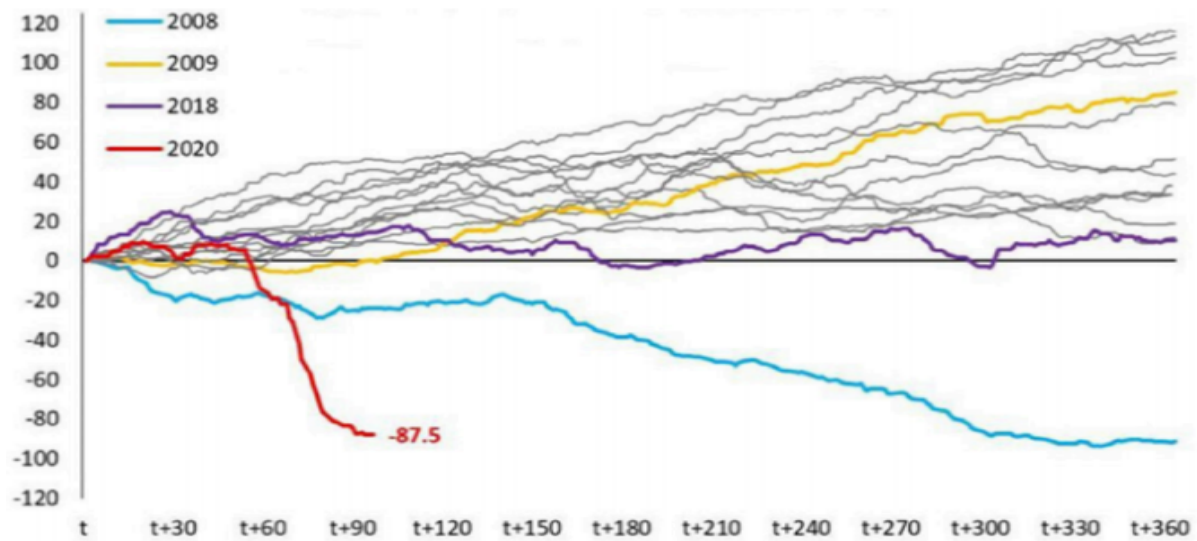
croissance économique a enregistré le taux le plus faible. Ceci est dû à la fermeture des économies mondiales et au manque de commercialisation entre les différents pays.

Graphique N° 9 : Croissance mondiale, 2000-2021 :



Source : Capital Economics, 2020.

La 4^{ème} graphique exposé le mouvement de la croissance mondiale entre 1880 et 2020 en %, en constatant que la croissance a passée par des moments difficiles où la croissance a enregistré des taux négatifs, de sorte que le virus corona a eu un impact négatif sur la croissance au niveau mondial comme les crises des années 20 et 40 du siècle dernier.

Graphique N° 10 : Sorties nettes d'investissement de portefeuille entre 2008 et 2020 :

Source : International Institute of Finance, 2020.

Le graphique ci-dessus nous montre les sorties nettes de flux d'investissements de portefeuille au niveau mondial entre 2008 et 2020, en 2008, comme le montre le chiffre Les investissements de portefeuille ont connu une baisse remarquable, mais ce qui est clair, c'est que la baisse de ces derniers en 2020 sera catastrophique puisqu'ils ont enregistré -87,5 % au premier trimestre de cette année.

Toutefois, il est nécessaire de remettre en question la relation entre le bilan économique et l'urgence sanitaire de la pandémie de Corona, et l'approche principale pour aborder cette relation est de choisir le développement comme direction à prendre et à parier sur elle, reconsidérer la réalité du développement au Maroc. La société et se débarrasser de nombreux axiomes que nous échangeons et répéter, parce qu'il est temps d'en discuter dans cette circonstance ".

Pourtant, les chiffres doivent être pris avec prudence compte tenu de l'incertitude qui pèse sur l'économie internationale, avec l'espoir de trouver une solution médicale à court terme qui facilitera une reprise complète de l'activité.

3. Economie marocaine face à la crise du Covid19 :

La pandémie du covid19 est officiellement un choc sans précédent pour l'économie marocaine. Cependant, la crise provoquée par la Covid-19 est singulière, multidimensionnelle et fondamentalement différente des crises précédentes. Elle altère l'économie nationale par une combinaison de chocs d'offre et de demande, amplifiée par une crise de confiance et une incertitude exceptionnellement élevée (Baldwin et Di Mauri, 2020).

Le Maroc a mené des efforts considérables pour, contenir la propagation du virus sur son sol d'une part, et, de l'autre, sauver son économie nationale, dont des pans entiers ont dû brusquement baisser le rythme ou céder complètement à l'arrêt.

Les conséquences de la pandémie sur l'économie marocaine sont très difficiles à évaluer, car nul ne sait à quelle date elle prendra fin. Mais d'ores et déjà, le Haut-Commissariat au plan a dévoilé le 22 avril 2020, une étude sur l'impact immédiat de la crise :

- La croissance économique nationale serait amputée de 8,9 points, au deuxième trimestre 2020, par rapport à son évolution d'avant crise Covid-19, au lieu de -3,8 points prévu au 7 avril, Cette baisse représenterait une perte globale potentielle d'environ 29,7 milliards de DH pour la première moitié de 2020, au lieu de 15 milliards de DH prévue au 7 avril
- Près de 142 000 entreprises, soit 57 % du tissu économique, ont arrêté définitivement ou temporairement leurs activités. Les TPE sont les plus touchées : elles représentent 72 % des entreprises en difficulté, tandis que 26 % sont des PME et seulement 2 % des grandes entreprises.
- La croissance de la demande étrangère adressée au Maroc a été révisée à la baisse, pour atteindre -12,5% au deuxième trimestre 2020, au lieu de -6% prévu au 7 avril, suite au fléchissement attendu des importations des principaux partenaires commerciaux du Royaume
- L'aggravation du déficit s'explique principalement par l'augmentation des dépenses sociales et économiques liées à Covid19 et la baisse des recettes fiscales, en particulier de l'impôt sur les sociétés, par conséquent, la dette de l'administration centrale pourrait culminer à 73% du PIB en 2020.
- L'investissement, quant à lui, poursuivrait son repli de -26,5% par rapport au deuxième trimestre 2019,

- Un net ralentissement des exportations, des recettes touristiques et des envois de fonds est prévu, car la pandémie perturbe le commerce et les chaînes de valeur mondiales.
- L'incertitude globale sur le marché du travail conduit à la perte d'emplois et de revenus, sans savoir à quel moment ils pourraient être rétablis
- 27 % des entreprises ont réduit temporairement ou définitivement leurs effectifs, ce qui représente près de 726 000 postes, soit 20% de la main d'œuvre des entreprises organisées, hors secteur financier et agricole.

Certains secteurs ont montré des signes précoces de vulnérabilité tels que le tourisme, les transports et la logistique dans les chaînes d'approvisionnement, mais aussi – et plus difficile à mesurer – le secteur informel transversal. Comme attendu, le secteur le plus touché est celui de l'hébergement et de la restauration, dont 89 % des entreprises qui sont à l'arrêt. Elles sont 76 % dans le secteur des industries textiles et du cuir et 73 % dans celui des industries métalliques et mécaniques et 60 % dans la construction. La pêche, les mines et l'agro-industrie sont les secteurs les moins touchés par la crise sanitaire, comptant respectivement 24 %, 32 % et 34 % d'entreprises à l'arrêt¹⁸.

Au Maroc l'année 2020 est caractérisée particulièrement par :

- **Une année de confinement et de sécheresse :** Une des particularités de cette crise est la mise en veille volontaire de l'activité économique, dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation de la pandémie. Apprécier son ampleur est un défi majeur, car il s'agit d'un épisode singulier dans l'histoire récente et sans précédent. L'approche adoptée par l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) suggère qu'une économie dont la structure est comparable à celle du Maroc, verrait sa croissance annuelle amputée de quasiment 1,7 point pour chaque mois de confinement¹⁹.
- **Les exportations sont en recul remarquable :** La demande adressée au Maroc devrait nettement reculer avec la profonde récession frappant notre principal partenaire, l'Union européenne (UE). Toutefois, et à l'inverse des crises précédentes, la demande intérieure aurait également accusé le coup et tiré ainsi les importations vers le bas.

18 www.intelcom.co.ma, coronavirus : quel impact sur l'économie marocaine, consulté le : 12/01/2021.

19 Selon une étude de l'OCDE, l'impact du confinement varie d'un pays à un autre et demeure tributaire de deux dimensions majeures : le degré du respect du confinement et la structure économique. La même étude estime que des économies dont la structure est relativement comparable à celle du Maroc, perdent pour chaque mois de confinement 1,7 point de croissance

- **Deux forces opposées agissent sur le revenu :** Théoriquement, le revenu des agents économiques devrait conjuguer deux forces opposées. D'une part, un recul des transferts des Marocains résidents à l'étranger qui retentirait sur la demande finale des ménages. D'autre part, une amélioration nette des termes de l'échange qui pourrait soutenir partiellement la demande intermédiaire et finale²⁰.

L'économie marocaine est lourdement touchée par l'impact de la récession économique liée au Covid-19, tant au niveau mondial qu'en Europe, son principal partenaire commercial. Elle est également confrontée aux effets de la propagation de la pandémie au niveau national. L'effet sur la santé de l'infection s'ajoute à son effet économique. Ceux-ci se traduisent par des défis sans précédent et redoutables pour le pays qui tente d'atténuer à la fois l'impact sanitaire et économique de la **pandémie**.

En particulier, le pays devrait trouver le bon équilibre entre son action pour éviter les effets sociaux et économiques de la pandémie tout en veillant à ce que l'économie soit prête à se remettre rapidement après la fin de la pandémie.

Tableau N° 1 : Impacts économiques du covid-19, par secteur et par région :

Sector	R1 Tanger- Tetouan- Al	R2 Oriental	R3 Fès- Meknès	R4 Rabat- Salé- Kénitra	R5 Béni Mellal- Khénifra	R6 Grand Casablanca- a-Settat	R7 Marrakech- h-Safi	R8 Drâa- Tafilalet	R9 Souss- Massa	R10 Guelmim- Oued Noun	R11 Laayoune- Sakia El Hamra	R12 Dakhla- Oued Eddahab	Morocco	% of sectorial GDP
Agriculture; Fishing	-761	-805	-1,815	-1,307	-1,448	-1,537	-1,548	-629	-1,042	-198	-73	-153	-11,316	-7.23
Mining industry	0	-230	-39	-157	-2,859	-14	-2,088	-668	-6	0	-525	0	-6,586	-17.02
Food industry and tobacco	-248	-85	-468	-272	-175	-2,514	-309	-18	-711	-36	-79	-30	-4,946	-7.37
Textile and leather industry	-849	-32	-445	-409	-2	-2,184	-88	0	-3	0	0	0	-4,012	-20.79
Chemical industry	-92	-32	-107	-189	-10	-2,353	-268	-2	-53	0	-55	0	-3,162	-15.15
Metallurgical and electrical industry	-1,983	-346	-355	-665	-44	-4,340	-50	-4	-90	0	-3	0	-7,880	-20.16
Other manufacturing	-646	-120	-366	-418	-77	-3,757	-361	-9	-271	-12	-70	-9	-6,115	-17.86
Electricity and water	-130	-65	-106	-252	-50	-288	-125	-19	-78	-8	-15	-1	-1,137	-5.74
Construction	-1,100	-853	-795	-1,196	-579	-1,900	-1,328	-518	-540	-85	-209	-21	-9,127	-13.99
Trade	-1,362	-1,332	-1,463	-1,756	-766	-3,838	-1,474	-256	-898	-157	-135	-34	-13,469	-13.59
Hotels and restaurants	-389	-155	-343	-227	-47	-670	-2,011	-150	-1,453	-11	-13	-13	-5,483	-21.53
Transport	-438	-448	-552	-814	-254	-1,607	-520	-133	-360	-84	-69	-19	-5,308	-13.40
Post and telecommunications	-38	-83	-12	-44	-2	-331	-39	-11	-26	-8	-10	-1	-596	-2.00
Financial activities and insurance	-170	-160	-171	-738	-77	-1,934	-282	-32	-164	-13	-14	-2	-3,759	-6.78
Real estate	-957	-946	-1,148	-4,102	-482	-8,631	-1,610	-233	-902	-104	-98	-27	-19,240	-15.62
Public administration	-69	-35	-44	3	-56	-157	-120	-22	-45	-30	-75	-10	-659	-0.61
Education, health and social action	-167	-181	-314	-391	-139	-652	-256	-61	-196	-32	-38	-15	-2,442	-2.39
Other non-financial services	-188	-133	-177	-456	-93	-641	-301	-38	-127	-16	-15	-5	-2,188	-13.52
Total	-9,588	-6,042	-8,719	-13,390	-7,161	-37,351	-12,777	-2,804	-6,963	-795	-1,497	-339	-107,424	
% of regional GDP	-11.36	-9.00	-8.33	-8.41	-9.60	-11.96	-10.81	-9.05	-9.77	-5.79	-8.13	-5.92	-10.13	

Source: Haddad et al (2020) "Assessing the Economic Impacts of the Covid -19 Pandemic on Sectoral and Regional Growth: The Case of Morocco".

20 Policy paper, IMPACTS DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MAROCAINE : UN PREMIER BILAN, par Abdelaziz Ait Ali | Karim El Aynaoui Fayçal El Hossaini | Badr Mandri, page : 6.

Le tableau ci-dessus, nous permet de faire une lecture de distribution spatiale et sectorielle des effets de la pandémie au Maroc. Ainsi, il en ressort une concentration des pertes dans les régions contribuant le plus à la production nationale, notamment Casablanca-Settat, Tanger-Tétouan-Al-Hoceima et Marrakech-Safi. A l'échelle sectorielle, ce sont les hôtels et restaurants, textile et cuir, industrie métallurgique et bâtiment et travaux publics les plus exposés aux pertes économiques. La mobilisation de ressources financières dans le cadre du Fonds spécial de la Covid-19 a pu tempérer le choc initial de la pandémie, dans la mesure où la demande initiale de 2 milliards d'acquisition d'équipements sanitaires et des transferts forfaitaires au profit des personnes les plus affectées par la pandémie, a injecté l'équivalent de 2 points de croissance dans le circuit économique.

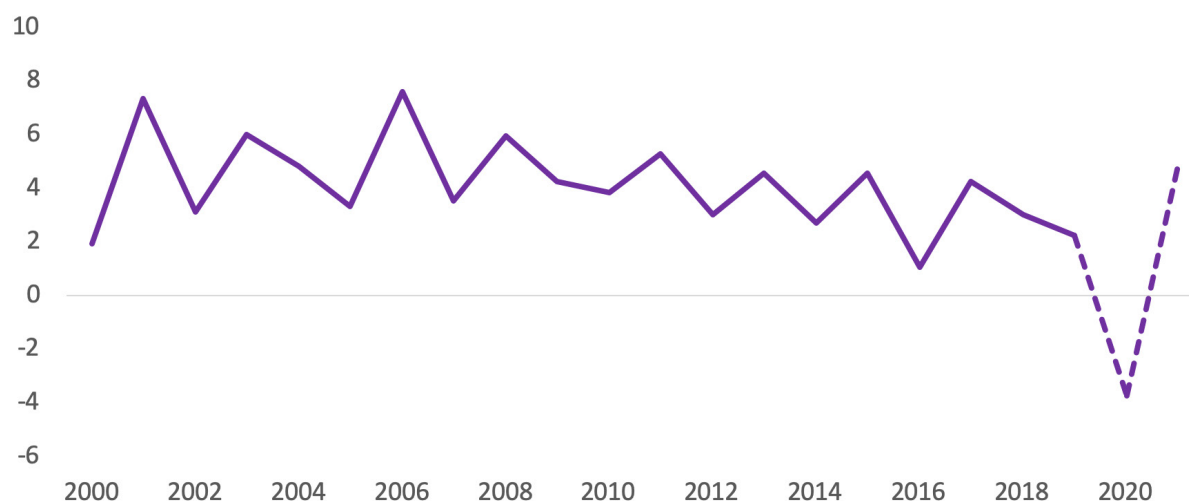
Or, il est évident que le Maroc, comme les autres pays du monde entier, doit se préparer à un scénario économique sans précédent, causé par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, Covid-19".

Les retombées sans précédent de cette pandémie menacent d'un marasme économique mondial, qui impactera négativement les économies nationales, dont celle de notre pays. Ceci se traduira par la baisse de la demande extérieure adressée au Maroc, notamment les exportations des nouveaux métiers du Maroc, les recettes du tourisme, les transferts des marocains résidant à l'étranger, des IDE, en plus de la baisse de la demande intérieure, de la décélération de l'activité productive et de la baisse de la consommation. Il y aura ainsi des retombées négatives sur la vie des entreprises, les performances de l'économie nationale, les équilibres macro-économiques, ainsi que sur les échanges commerciaux et la balance des paiements²¹.

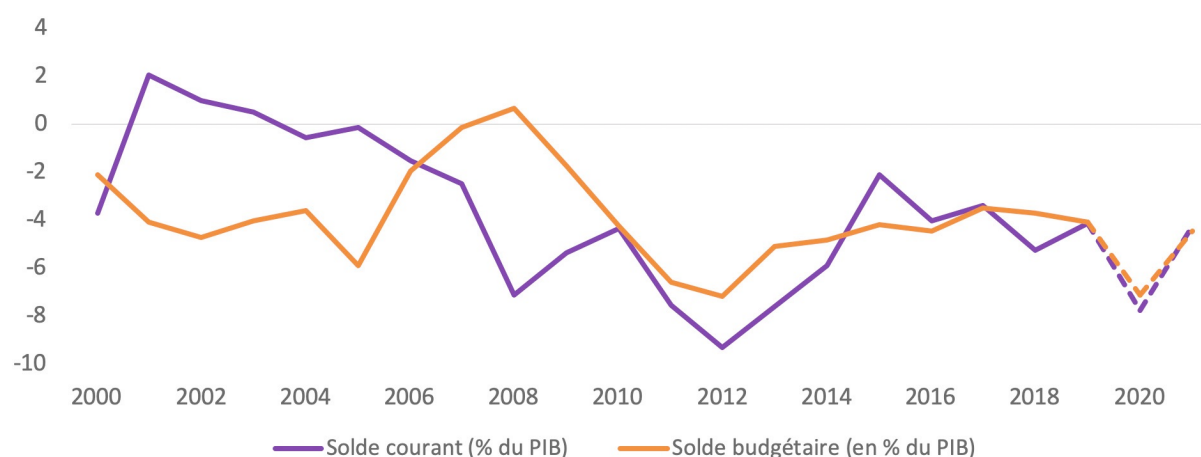
Préserver la capacité de l'économie marocaine était un élément essentiel pour répondre à ses besoins en alimentation de base, en alimentation et en énergie, gardez à l'esprit que «le secteur du tourisme s'est arrêté, les exportations sont touchées et la baisse attendue des envois de fonds des Marocains résidant à l'étranger et des investissements à l'étranger ».

Il n'y a pas d'indication, à travers la figure ci-dessous, de l'impact de cette pandémie sur le produit intérieur brut, ce qui est clairement démontré par les données suivantes dans la courbe ci-après :

21 Rapport : « les mesures prises par le Maroc pour faire face aux répercussions sanitaires, économiques et sociales de la propagation du Covid-19 », Avril 2020, Page 26

Graphique N° 11 : évolution du PIB en %, 2000-2021 :

Source: FMI World Economic Outlook Avril 2020

Graphique N° 12 : variation du compte courant et solde budgétaire, 2000-2021

Source: FMI World Economic Outlook Avril 2020

Le 12^e graphique ci-dessus montre qu'en 2020, le produit intérieur brut connaîtra une baisse significative allant jusqu'à moins de 4%, ce qui influencera inévitablement l'économie marocaine et le volume de pression et d'échanges générant des devises fortes, tandis que la deuxième courbe le montre le bilan. Cependant, en pourcentage entre 2000 et 2020, on peut voir aujourd'hui une courbe claire et faible du solde budgétaire, qui prédit un fort choc économique que le Maroc connaîtra dans les prochains jours, s'il n'y a pas de réaction significative à ce niveau.

A la date du 9 avril, près de 34 milliards de dirhams de dons d'entités publiques et privées ainsi que d'initiatives personnelles des citoyens ont été cumulés. Ces montants seront déductibles du résultat fiscal.

En réponse, et conformément à une approche volontariste, le Maroc met tout en œuvre pour, d'une part, freiner la propagation du virus sur son sol et, d'autre part, sauver son économie nationale, y compris une partie de la population doit soudain ralentir ou céder complètement à l'arrêt²².

Étant donné que l'économie marocaine est principalement axée sur les consommateurs, le commerce et le tourisme, le Maroc pourrait subir d'importantes pertes d'ici 2020. Jusqu'à maintenant, les principaux secteurs touchés sont le tourisme, l'automobile et le textile.

Comme le transport et le transit des marchandises fonctionnent normalement, l'incidence de la covid19 sur le commerce semble être sous contrôle pour le moment. D'autre part, des risques de baisse de l'offre et de la demande étrangères, en particulier de la part de l'UE, pourraient apparaître à l'avenir dans certains secteurs.

Les mesures et actions que l'État devrait entreprendre au niveau économique et social, étaient une priorité majeure pour les tous les marocains, car le pari de l'État sur le revenu national, représenté par le tourisme, les transferts financiers étrangers et les investissements étrangers, était soumis à un "choc économique", tandis que la production diminuait et diminuait, avec de nombreuses interruptions.

Toujours, en relation avec l'économie du Maroc, plusieurs études ont estimé de graves pertes d'environ 30 milliards de dirhams au deuxième trimestre de cette année et des prévisions de croissance qui devraient chuter à moins de 6,8%, ce qui a mené sa majesté le Roi Mohamed VI, que dieu l'assiste, à prendre certaines mesures préventives sanitaires, économiques et d'autres pour faire face à cette pandémie d'où la création d'un nouveau comité spécial en cette situation de crise, ayant comme objectif principal de veiller sur le rythme du développement économique au Maroc²³.

22 leseco.ma, Coronavirus: l'économie marocaine à l'épreuve, consulté le 20/04/2020.

23 Le haut-commissariat au plan.



Le tourisme étant le principal secteur touché par ce fléau, l'industrie hôtelière est ainsi fortement impactée²⁴.

Les secteurs vitaux du pays, et même les relations du Maroc avec des partenaires économiques tels que la France, l'Espagne et l'Italie, vont se détériorer, car ces pays connaissent également la même situation de crise.

Il faut aussi augmenter les dépenses en les rationalisant afin de répondre aux attentes et besoins nécessaires des citoyens et en étudiant les priorités quant au processus d'importation, «il faut importer l'essentiel, prendre la priorité pour l'économie nationale ». Parmi les alternatives proposées après la Couronne, il y a « le pari sur la réalisation du développement et la facilitation des citoyens, car cette crise sanitaire a montré la nécessité de l'Etat et non du secteur privé de sauver la situation ».

Conclusion

En définitive, il faut noter que l'impact de cette **crise économique**, en tant que brutal retournement de la conjoncture au niveau du cycle économique, résulte à la fois par exemple d'un **choc d'offre négatif** (baisse de la production industrielle, fermeture de nombreuses usines, arrêt de projets de construction et d'infrastructures de grandes envergure, perturbations notoire des chaînes d'approvisionnement des firmes, ainsi de suite) et d'un **choc de demande négatif** (comme le freinage de la consommation des ménages du fait des mesures de confinement, le report des plans d'investissement) qui provoquent une véritable **récession économique**, avec à la clé un fort ralentissement du niveau de la croissance de la production au niveau du Maroc ainsi que dans le monde entier. Indépendamment de l'incertitude liée à la pandémie en elle-même et ses conséquences humaines néfastes, l'économie mondiale était toutefois déjà paralysée. Pour ne citer que quelques éléments de défiance, et malgré une légère accalmie notée, le conflit commercial sino-américain reste d'actualité, de même que les tensions géopolitiques à l'échelle mondiale, singulièrement, autour du marché pétrolier (entre la Russie et l'Arabie Saoudite surtout).

24 www.challenge.ma, Covid-19 : les conséquences sur l'économie marocaine s'allongent,

Bibliographie & Webographie

La crise du **Covid-19 : réflexions et perspectives**, par M'Fadel El Halaissi, Économiste. Date de publication : 7 mai 2020 Rubrique : Echos Maroc.

Rapport : **L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives**, par Jonas Kibala Kuma

S. S. Poloz (2020), « **Bridging Through the Downturn, Laying a Foundation for Recovery** », National Post, 17 avril ; et C. A. Wilkins (2020), Riposte de la Banque pour traverser la crise de la COVID 19, discours prononcé devant l'Institut C.D. Howe, Toronto, 4 mai

En Chine, au premier trimestre de 2020, il est observé une contraction des ventes au détail, des prestations de service, de la production industrielle et des investissements

Selon une étude de l'OCDE, **l'impact du confinement varie d'un pays à un autre et demeure tributaire de deux dimensions majeures** : le degré du respect du confinement et la structure économique. La même étude estime que des économies dont la structure est relativement comparable à celle du Maroc, perdent pour chaque mois de confinement 1,7 point de croissance

Policy paper, **IMPACTS DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MAROCAINE : UN PREMIER BILAN**, par Abdelaaziz Ait Ali | Karim El Aynaoui Fayçal El Hossaini | Badr Mandri.

Rapport : « **les mesures prises par le Maroc pour faire face aux répercussions sanitaires, économiques et sociales de la propagation du Covid-19** », Avril 2020, Page 26

leseco.ma, Coronavirus : l'économie marocaine à l'épreuve, consulté le 20/04/2020.

www.challenge.ma, Covid-19 : **les conséquences sur l'économie marocaine s'allongent**

www.intelcom.co.ma, coronavirus : quel impact sur l'économie marocaine, consulté le : 12/01/2021.

www.melchior.fr, **La crise du coronavirus : un choc historique pour l'économie mondiale.**

www.lefigaro.fr, **Le coronavirus met « l'économie mondiale en danger », avertit l'OCDE**

www.lafinancepourtous.com, crises économiques : « Crise économique liée au Covid-19 », consulté le 1/01/2021.

<https://www.melchior.fr/synthese/l-impact-de-la-crise-du-coronavirus-sur-l-economie-mondiale>, consulté le 15/11/2022.

www.ecoactu.ma, **la pandémie du coronavirus : quel impact sur le Maroc et le monde ?**

Par Jawad KERDOUDI

www.medias24.com, **Une vague de licenciements massifs se prépare dans le secteur privé,**

par Mehdi Michbal

www.journaldunet.com, **Comment la crise sanitaire transforme les comportements d'achat des Français,** Chronique de Franck Ibled

www.ofce.sciences-po.fr, **Dynamique des faillites d'entreprises en France pendant la crise de la Covid-19 : à quoi s'attendre ?** Policy Brief 73

www.homunity.com, **Marché immobilier post-Covid : doit-on s'attendre à un krach ?**

www.banquemondiale.org, **La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale**